

## Les racines historiques du 28 octobre 1918

L'étacité\*) tchèque à partir de la fin du 18<sup>ème</sup> siècle

Historické kořeny 28. října 1918

К историческим корням 28 октября 1918 года

Historische Wurzeln des 28. Oktobers 1918

VÁCLAV VANĚČEK

Au début du 17<sup>ème</sup> siècle la pensée étatique de la noblesse tchèque est temporairement marquée par une extraordinaire recrudescence et presque en même temps par un effondrement profond. Au cours de la révolte des états se produit non seulement la séparation avec les Habsbourg, mais en même temps est solennellement proclamée (le 31 juillet 1619) une Constitution fédérale protestante du type monarcomaque qui est restée en vigueur et fonctionnait en fait dans tous les cinq pays de la couronne de Bohême pendant toute la période de 15 mois.

La victoire du parti catholique et pro-Habsbourg à la bataille de la Montagne Blanche amena un tournant qui ne signifia point, certes, la fin de l'Etat tchèque, mais donna une orientation absolument contraire à son évolution intérieure aussi bien qu'extérieure. Pour la période qui suivit et qui dura 228 ans elle apporta, ensemble avec un absolutisme complet du souverain, au lieu d'un renforcement de la Couronne un système centraliste s'étendant à l'empire des Habsbourg tout entier et qui aboutit, pendant la deuxième moitié du 18<sup>ème</sup> siècle, à un état de choses où chacun des pays qui subsistèrent de l'Etat tchèque après les événements de 1635 et de 1742, était considéré sur le plan gouvernemental pratique et courant plutôt comme une province de l'empire des Habsbourg que comme une partie de la Couronne de Bohême.

\*) Nous comprenons par étacité (Staatlichkeit, gosudarstvennost, państwowość, státnost) d'une part la conscience de l'existence de l'Etat, unie à la volonté de maintenir et de développer cet Etat et d'autre part — en ce qui concerne le peuple sans son propre Etat — l'effort à créer, voire à rétablir l'Etat. Lorsque nous considérons l'Etat du point de vue de classes il faut partir ici aussi du rôle dirigeant de la classe gouvernante. — Nous tenons notamment compte dans cette connexité des remarques de A. GRAMSCI qui consacre à l'étacité („spirito statale“) toute une considération dans ses „Note sul Macchiavelli, sulla politica e sullo stato moderno“, 1949, p. 29—30.



Des protestations contre cet état de choses surgirent dès la Montagne Blanche de la part des protestants et — dès la première moitié du 17<sup>ème</sup> siècle — également de la part des patriotes catholiques tchèques.

Au cours du 18<sup>ème</sup> siècle c'est d'une part la première grande crise de l'empire des Habsbourg après la guerre de trente ans (au cours des années 1741–1742) qui apporte à l'ordre du jour les questions relatives à l'Etat tchèque et d'autre part c'est la réaction intérieure contre la pression renforcée du centralisme à partir de la moitié du 18<sup>ème</sup> siècle, accompagnée de phénomènes antiféodaux et presque en même temps déjà par des manifestations d'un renouveau national, dont le caractère politique (au sens d'une lutte de libération nationale) fut jusqu'à présent en grande partie méconnue par la littérature.

Dans la littérature juridique spécialisée de la première moitié du 18<sup>ème</sup> siècle, écrite en latin, nous rencontrons souvent — à côté du *Regnum Bohemiae* ou *Respublica Bohemica* — la désignation „*Czechicum regnum*“. La devise par laquelle se termine la préface du dictionnaire juridique allemand de Miller pour le Royaume de Bohême de 1741 est la suivante: „*Finis, prima et finalis lex sit: Salus atque tranquillitas Reipublicae Czechicae*.“

Cela se passe à une époque où la tradition patriotique tchèque à caractère nobilitaire et féodal passe à une nouvelle base, à savoir celle propre au siècle des lumières et crée ainsi une synthèse fructueuse, viable et essentiellement progressiste, dont tous les aspects et liaisons intérieures ne sont pas encore — et beaucoup s'en faut — éclaircis. Il ne peut y avoir guère de doute qu'un rôle important y ont joué également les mouvements révolutionnaires des serfs tchèques au cours des années soixante et soixante-dix du 18<sup>ème</sup> siècle et notamment les révoltes paysannes de 1775. Ici se manifesta la force impétueuse des masses populaires tchèques et leur potentiel politique, caché jusque là et alimenté, comme il devint apparent, par les traditions révolutionnaires hussites, toujours encore vivantes.

Dès le début des années soixante-dix il est possible de trouver dans la littérature pragoise de l'époque des signes précurseurs d'une nouvelle et dans ce siècle déjà deuxième renaissance du droit d'Etat tchèque, cette fois-ci déjà avec une tendance nationaliste tchèque, voire même tchécoslovaque prononcée, bien qu'appuyée extérieurement sur la composante aristocratique de cette société féodale en déclin. Tout semble en effet indiquer qu'au cours du processus de la formation de la nation tchèque moderne, que représente justement le renouveau national tchèque, un grand rôle incombait aux tendances qui se manifestaient en dehors des états et qui étaient orientées vers la libération nationale, renouant d'une façon spontanée avec les traditions populaires de l'état tchèque qui dataient non seulement de la période de la Montagne Blanche, mais, comme il semble, même du 15<sup>ème</sup> siècle.

Il est nécessaire de laisser de côté dans ce rapport les détails. Le lecteur spécialisé les trouvera dans une étude du même auteur qui est publiée en même temps.<sup>2)</sup>

<sup>1)</sup> V. Vaněček: K historickým kořenům 28. října 1918, I, Česká státnost od konce 18. stol. do r. 1848 (A propos des racines historiques du 28 octobre 1918, I. L'état tchèque de la fin du 18<sup>ème</sup> siècle jusqu'à 1848), in: Právněhistorické studie, XIV, 1969; Česká státnost 1848–1871 (L'état tchèque 1848–1871), idem, XV, paraîtra en 1970; voir aussi in: Právník, CVII, 1968, pp. 753–768; du même auteur: Zur Geschichte der tschechischen Staatlichkeit in den letzten hundert Jahren des Feudalismus, Marxistische Beiträge zur Rechtsgeschichte, Berlin, Humboldt-Universität, 1968, pp. 133–150. Dans ces travaux on trouvera également des références aux sources et à la littérature qu'il était nécessaire de limiter ici au minimum. — En ce qui concerne les années 1871–1918, une suite est préparée qui paraîtra toutefois encore plus tard et dont il n'a été possible que de citer les idées principales. — Pour l'ensemble des questions qui se posent ici cf. Victor-L. Tapié, Monarchie et peuples du Danube, Paris, Fayard, 1969.



C'est la crise profonde et d'aspect international de l'empire des Habsbourg de 1809 qui apporta dans ce sens des nouvelles incitations, lorsque le victorieux Napoléon conçut l'idée „de séparer les trois Couronnes“ (c'est-à-dire la Couronne hongroise, tchèque et galicienne) et lorsque semblèrent près de leur réalisation des projets plus anciens déjà de restaurer, lors d'une réorganisation de l'Europe, sous une forme ou sous une autre aussi l'ancien Etat tchèque. Dans les couches populaires il était possible de renouer avec les rumeurs qui avaient cours en Bohême même avant, à savoir que „sous l'influence française un Etat tchèque sera créé. Les Français apporteront à Prague même la couronne tchèque et ils donneront aux Tchèques un nouveau roi“. La nouvelle se répandait que — indépendamment de Vienne — l'archiduc Charles aurait été proclamé roi tchèque. Les cercles patriotiques envisageaient la possibilité d'une destruction de l'ensemble constitué par les Etats de la famille des Habsbourg et de Lorraine et chérissaient l'espoir que les anciens Etats, tels que celui de la Couronne de Bohême, auraient l'occasion de refleurir à nouveau.

A partir de ce moment là nous possédons déjà une série ininterrompue de documents témoignant du fait qu'au sein de la nation tchèque devient de plus en plus forte l'idée de l'indépendance de l'Etat tchèque en connexité naturelle avec l'idée de la désintégration de l'Autriche.

D'une façon générale ce renouveau national au cours de la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle dont, jusqu'à présent, l'on n'appréciait à son juste valeur que les aspects linguistique, littéraire et culturel, avait son profond sens *politique* comme certains observateurs individuels le notaient déjà au 19<sup>ème</sup> siècle. Il s'agissait cette fois d'un „renouveau politique“ comme le dit expressément J. V. Frič et il s'agissait dans ce cas déjà en vérité de la „lutte tchèque pour la libération nationale“, bien que sous des formes qui correspondaient nécessairement à l'époque en question et notamment aux circonstances qui existaient au sein de l'Autriche. Compte tenu de l'énorme pression de l'appareil d'Etat, notamment de l'appareil policier et de l'oeil vigilant de la censure, tout ce qui se disait et écrivait avait besoin d'un camouflage non seulement en ce qui concernait la forme, mais parfois même en ce qui concernait le contenu. Il devenait nécessaire notamment de voiler et de déformer tout ce qui paraissait dans la presse. La „Ballade“ révolutionnaire de K. H. Mácha, inspirée par l'idée de la libération nationale, écrite en 1832 (et qui fut imprimée seulement 10 ans plus tard et cela en Hongrie, à Presbourg) contient des appels ouverts à la résistance armée et cela, comme il semble, même au prix que le poème ne pourra être colporté que dans des copies écrites à la main. Le redressement de la défaite de la Montagne Blanche devint ici clairement le programme assigné à „la jeunesse fidèle“ qui „tient son épée en sa main droite“. Il n'est pas exagéré d'affirmer que de là un chemin direct conduit à la révolte de Juin, 16 ans plus tard.

La radicalisation rapide du mouvement tchèque à partir de l'année



1830 constitue un phénomène qui est déjà courant dans la littérature historique. La période „d'avant mars“ (Vormärz) est d'ailleurs comptée dans des connexités plus larges d'habitude à partir de cette année.

Les années trente du 19<sup>ème</sup> siècle sont liées à notre écacité contemporaine de la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle également par l'origine de la chanson de Tyl et de Škroup „Kde domov můj?“ (Où est ma patrie?), écrite en 1834, dont le contenu était dès le début politique, axé vers le but de la libération nationale et qui — après être passé par l'étape de l'hymne national tchèque devint finalement la première partie de l'hymne d'Etat.

Dans ce milieu, riche en tensions politiques, où l'administration essaie en vain d'opprimer l'élan et la fermentation dans le domaine culturel, prennent leur origine aussi les premières esquisses cartographiques d'une solution politique internationale de la question tchèque.

Les éléments les plus progressistes de la société tchèque d'avant mars, que nous nous sommes habitués de désigner globalement comme démocrates radicaux et qui trouvèrent leur plateforme, de même que leur cadre d'organisation illégal — ce dernier d'ailleurs très vague et pour cette raison non détectable par les autorités — en une communauté d'adhérents de ce mouvement, désignée „Repeal“, concevaient la solution de la question tchèque en connexité non seulement avec l'application du constitutionnalisme et des libertés bourgeoises, mais également en connexité avec les perspectives d'une révolution sociale. On peut considérer que J. V. Frič désigne absolument à juste titre et en tenant compte de la situation d'avant mars 1848, les repealistes „interprètes fidèles de la volonté du peuple tchèque“, à condition de comprendre par „peuple“ les larges couches de la population des campagnes et des villes. Le contenu politique du „Repeal“ tchèque en tant que mouvement fut sur le plan national la protestation contre toute résignation à l'égard du fait que Vienne ne respectait pas l'Etat tchèque (qui existait de droit et était opprimé de fait seulement); la lutte tchèque contre l'Autriche fut considérée alors comme une analogie de la lutte des Irlandais contre l'Angleterre.

Les buts immédiats du mouvement en faveur du rétablissement de la liberté nationale tchèque et de l'indépendance politique sur le plan international commençaient à apparaître à cette époque sous plusieurs variantes qui toutes voulaient assurer au moins que la nation tchèque survive à l'Autriche et échappe à la menace de l'Allemagne qui s'unifiait. Dans ce sens le même but était poursuivi aussi bien par l'idée d'une fédération des nations slaves (Etats slaves) que par celle d'austroslavisme (que l'on pourrait désigner chez nous d'une façon plus précise comme austrotchéquisme), par celle d'un rétablissement de l'Etat tchèque sous la forme qu'il avait avant la Montagne Blanche, par la conception d'un Etat tchécoslovaque, par celle d'une fédération de l'Europe centrale et par d'autres conceptions encore.

Nous nous trouvons cependant au sein de l'empire des Habsbourg, au sein d'un empire absolutiste et policier qui — la dynastie et la cour à sa tête — poursuit ses propres buts qui sont tout à fait différents. S'efforcer de détruire ou de transformer radicalement cette entité, comme la création d'un Etat tchèque indépendant le supposerait, est finalement encore plus dangereux que de proclamer les libertés bourgeoises et réclamer le parlementarisme, la constitution, l'abolition de la censure etc. Les tendances en faveur de la libération nationale, dès qu'elles passent du domaine



privé dans le domaine public et de l'illégalité dans la vie officielle, sont nécessairement sujettes à un processus de déformation, voire de travestissement. Il est impossible de proclamer en effet ouvertement le but du mouvement, bien que celui-ci soit connu à tout le monde, à savoir l'indépendance nationale tchèque, l'indépendance à l'égard de Vienne et de tous les autres centres allemands. Il est nécessaire de se contenter de demi-vérités, de sous-entendus, de buts provisoires et de solutions de rechange, suivant qu'il est possible de les formuler, compte tenu de la situation politique du moment. Plus forte est la pression exercée d'en haut, plus importante est la situation publique du porte-parole, d'autant plus considérable est la déformation des buts réels déclarés du mouvement. Ainsi se produit — en apparence — une séparation entre le mouvement et ses porte-parole. En ce qui concerne la lutte nationale tchèque il s'agit là d'un phénomène que nous rencontrerons toujours de nouveau pendant toute l'existence de l'empire des Habsbourg, jusqu'en 1918.

\*

L'étacité tchèque de cette époque eut son apogée en 1848 et cela d'une part par les deux pétitions de mars et d'autre part par le soulèvement de Juin à Prague. La fin de l'ordre féodal dans l'empire des Habsbourg confronta le mouvement de libération nationale tchèque — et également slovaque — avec des problèmes entièrement nouveaux. Vienne tenta alors de liquider ensemble avec le féodalisme aussi l'Etat féodal tchèque (le 25 avril 1848) et l'Etat hongrois (le 4 mars 1849). C'est Karel Havlíček-Borovský qui formula dans cette situation les buts du mouvement tchèque de libération nationale dans un des points essentiels du programme du journal „Národní noviny“ et il le fit ainsi :

*„Nous ne voulons aucunement être une province autrichienne, la Couronne tchèque doit jouir d'une entière indépendance, d'une indépendance maximum, de façon que l'Autriche (au cas où un autre nom ne serait pas adopté au lieu de celui-ci, haï par beaucoup de nations) ne soit qu'une fédération (une union) de pays et de nations indépendants“* (No. 69 des „Národní noviny“ du 7 juin 1848).

Au printemps de 1848 la situation en Bohême était toutefois beaucoup plus compliquée. Les cercles des démocrates radicaux allaient beaucoup plus loin, bien qu'il n'existait point d'unité entre eux en ce qui concernait ces questions. Alors que certains des démocrates radicaux n'étaient même pas entièrement conscients du fait que le problème de la lutte de libération nationale du peuple tchèque signifiait la lutte pour un Etat tchèque indépendant, chez d'autres apparaissait l'idée d'un tel Etat et même d'une république tchèque, assez clairement. Dans tous les cas l'activité révolutionnaire des démocrates radicaux dans le sens d'une lutte contre les Habsbourg, contre l'oppression réactionnaire de Vienne et contre l'idée impériale allemande et autrichienne soutenait dans la situation, telle que celle-ci s'est formée au printemps de 1848, chaque pas qui était



favorable également à la lutte de libération des nations „autrichiennes“ et, en ce qui concerne le mouvement tchèque, elle était en accord avec l'étacité populaire d'une grande partie de la nation. Le trait spécifique de la position prise par les démocrates radicaux consistait dans le fait que l'idée du rétablissement de l'Etat indépendant tchèque se heurtait chez eux à l'obstacle que représentait le système d'institutions féodales, manifestement périmées, avec les assemblées des Etats en tête, que personne parmi les démocrates radicaux ne pouvait accepter même comme élément de liaison conduisant vers l'avenir national.

Malgré les réserves manifestes des démocrates radicaux, le but du rétablissement de l'Etat tchèque apparut dans les déclarations officielles du mouvement tchèque à partir du 11 mars 1848 sous la forme de continuité avec l'état juridique existant, qu'une partie importante du mouvement considérait — et certes à juste titre — comme une garantie du fait que le rétablissement de l'Etat tchèque consistera dans un ensemble d'actions essentiellement légales, non révolutionnaires. Ce phénomène est connu dans la littérature comme „programme historique de Brauner“ ce qui constitue, certes, une désignation trop simplifiante. Un appel était adressé au roi de Bohême et à l'empereur d'Autriche demandant à celui-ci qu'il reconnaisse de son propre pouvoir de souverain et par une déclaration officielle l'existence de l'Etat tchèque et qu'il fasse ainsi possible son rétablissement, c'est à dire une intégration dans des conditions nouvelles, constitutionnelles. Voilà l'essence des deux pétitions pragoises de mars et voilà également la clef pour l'interprétation de la réponse du roi du 8 avril, interprétation qui se maintenait dans la politique tchèque jusqu'à 1918.

Dans la littérature historique la lutte tchèque pour l'indépendance nationale au cours du 19<sup>ème</sup> siècle fut souvent et par erreur identifiée avec la lutte, ou même seulement avec le programme axé sur le droit d'Etat. Il s'agissait même peut-être de quelque chose de plus que d'une erreur ou bien il s'agissait d'une erreur aux racines plus profondes. Jusqu'à 1918 l'opportunisme pratique à l'égard des organes gouvernementaux autrichiens rendait impossible de parler clairement dans les travaux historiques tchèques à caractère officiel de la lutte pour la libération nationale, alors que le programme axé sur le droit d'Etat représentait dans ces connexités une notion inoffensive et canonisée sur le plan politique, un terme utilisé en fait pour ainsi dire par substitution et en grande partie incorrectement pour désigner le noyau même des postulats politiques tchèques.

La lutte tchèque pour la libération nationale n'est pas identique avec la lutte dans la sphère du droit d'Etat. Elle précéda cette dernière et dans certaines circonstances continua même après. Elle est en liaison étroite avec l'étacité tchèque, voire tchécoslovaque, qui constitue en fin de compte son essence.

Le programme officiel tchèque dans le domaine du droit d'Etat au cours de la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle était réellement entaché de traits hérités des traditions féodales. En soi, dans la mesure où il s'agirait seulement de traditions anciennes de l'étacité tchèque, cela ne représenterait rien de nocif. Ce qui était pire c'est qu'aux historiens bourgeois de toute la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, de même qu'à beaucoup d'historiens marxistes, ce programme officiel axé sur le droit d'Etat et les activités qui s'y rattachaient cachèrent complètement les tendances non officielles et populaires en faveur de la libération nationale, pour



lesquelles le programme dans le domaine du droit d'Etat ne constituait toujours qu'un minimum tactique; pendant certaines périodes historiques, par ex. au printemps de 1848, après la Déclaration tchèque à la fin des années soixante, au cours des années quatrevingt-dix et ensuite notamment au cours de la première guerre mondiale ses tendances prirent clairement la forme d'un mouvement pour le rétablissement d'un Etat tchèque indépendant, voire pour la constitution d'un Etat tchécoslovaque indépendant, tel que celui-ci existe déjà pendant un demi-siècle, à partir de 1918. L'ommission de ces faits par la littérature historique tchèque constitue justement en grande partie l'héritage de la dernière période du règne des Habsbourg, au cours de laquelle l'historiographie moderne tchèque se formait pour la première fois en tant que science.

Un élément de première importance pour le développement du mouvement tchèque constituait déjà pendant tout le 19<sup>ème</sup> siècle la question de la position à prendre à l'égard de ce qui se passait en même temps en Allemagne.

Comme nous l'avons démontré, les milieux tchèques étaient traditionnellement très sensibles à l'égard de ces questions. Après l'invitation adressée à František Palacký de prendre part aux travaux préparatoires de la diète panallemande de Francfort — invitation qui était due au fait que les pays tchèques étaient englobés dans le Bund allemand des années 1815—1818 (en connexité avec les traditions du Saint Empire) — cela se manifesta d'une manière absolument extraordinaire. Jusqu'à nos jours le fait ne fut pas relevé que probablement la source principale de la résistance unanime de la nation tchèque contre Francfort au printemps de 1848 était constituée par la crainte, qui ne pouvait naturellement pas se manifester ouvertement, qu'un rattachement à l'Allemagne signifierait un obstacle complet et probablement éternel au rétablissement de l'Etat tchèque, dont l'existence et tous les aspects positifs juridiques et éthiques qui en résultaient auraient de cette façon été jetés par dessus le bord. Par contre, le maintien du cadre de l'empire des Habsbourg que formait, au moment dont il s'agit, juridiquement encore l'ensemble des Etats tchèque, autrichien et hongrois, présentait des chances non seulement pour le maintien de la Couronne de Bohême historique, mais même pour un certain renouvellement de celle-ci, comme cela fut le cas 70 ans plus tard (dans le cadre élargi de la République tchécoslovaque). Pour interpréter correctement le sens politique propre des postulats officiels et modérés de la partie tchèque nous pouvons être aidés d'une façon importante par la brochure d'Augustin Smetana qui est parue à peu près à la même époque et dont le titre est „Die Bestimmung des Vaterlandes Böhmen etc.". Elle dit ouvertement que le lien qui existe entre les pays tchèques et les autres pays de la famille des Habsbourg est quelque chose de provisoire, car les premiers „doivent mûrir en un pays slave hautement civilisé, afin de se séparer de ce lien non pas par la voie de la violence, mais par un processus paisible".<sup>2)</sup> En plus, l'entrée au sein

<sup>2)</sup> Voir V. Čejchan dans: Dějiny česko-ruských vztahů (L'histoire des rapports tchéco-russes), Praha 1967, p. 146.



de la communauté allemande, aussi démocratique qu'elle fût, aurait probablement anéanti pour toujours la possibilité de constituer le cadre d'un Etat commun réunissant les Tchèques, les Moraves, les Silésiens et les Slovaques et qui apparaissait, déjà avant 1848, comme la meilleure solution possible du rétablissement moderne de l'ancienne étacité tchèque et (à condition de tenir compte de la Grande Moravie) de l'étacité tchécoslovaque, réalisée en 1918 et une fois de plus en 1945. L'Allemagne de 1848 „promettait, certes, la libération révolutionnaire du joug féodal, mais en même temps menaçait d'apporter la ruine“ — c'est ainsi qu'un historien marxiste exprima déjà avant des années brièvement, mais très exactement, la chose.<sup>3)</sup>

Le Congrès slave qui fut convoqué pour le commencement de juin à Prague et devait donner „la réponse aux efforts déployés en vue de la création d'une Allemagne démocratique“ (O. Říha), comprenant les pays tchèques en tant que composante de cette Allemagne, signifia beaucoup pour le mouvement national. Au sein de sa section tchécoslovaque la Grande Moravie était présentée comme constituant le modèle d'un ensemble étatique commun des Tchèques et des Slovaques. Il fut souligné aussi correctement que le Congrès slave fut axé aussi „sur le renforcement de l'autorité de la Couronne de Saint Venceslas“ (Fr. Cervinka), ce qui était d'autant plus important qu'à ce moment là l'existence de cette Couronne au sein de l'ensemble étatique des Habsbourg ne pouvait même pas être niée sur le plan juridique, car la constitution de Pillersdorf perdait de nouveau son importance. L'austroslavisme apparaissait encore plus qu'avant comme une des déformations de l'étacité nationale spontanée, causée par la tentative de légaliser cette étacité, de la faire acceptable aussi pour les cercles non révolutionnaires et même pour les cercles officiels.

Une expression immédiate de l'étacité populaire tchèque et cela notamment de son aspect négatif (la résistance contre la machinerie d'oppression, montée par l'Empire, contre les Etats périmés etc.) devint la révolte de Prague au mois de juin, où même les tendances révolutionnaires sociales se confondaient considérablement avec les tendances de libération nationale, à la tête desquelles les démocrates révolutionnaires tâchèrent de se maintenir. Le programme positif de libération nationale fut freiné ici par des égards concernant la monarchie (un royaume tchèque) et de façon concrète par des égards concernant la personne du roi Ferdinand qui incarnait l'étacité historique tchèque.

Il résulte des documents officiels détaillés qui furent préservés qu'au soulèvement prirent part des jeunes comme des vieux, des hommes et des femmes, des Tchèques et des Allemands, des ouvriers, des étudiants, des intellectuels, des artisans et même des prêtres et des moines. Il s'agissait d'un soulèvement du peuple entier contre les oppresseurs, contre

<sup>3)</sup> J. Šverma: Česká otázka (La question tchèque) dans: Vybrané spisy (Ecrits choisis), 1955, p. 92—93.



la réaction, contre l'exploitation, en faveur des libertés civiques et non pas en dernier lieu en faveur des droits de la nation tchèque, en faveur du rétablissement d'une vie politique tchèque indépendante.

Je considère personnellement que l'un des buts du soulèvement de Prague fut — dans la situation après le 25 avril et le 16 mai, alors que l'Etat autrichien (Cisleithanie) devenait une réalité — d'empêcher ou au moins de compliquer la création de cette entité, dans la mesure où elle était constituée sans tenir compte des postulats en faveur du rétablissement de l'Etat tchèque. Il est certes probable que la lutte pour la libération nationale sous la forme d'un soulèvement national armé contre Vienne, au cas où le soulèvement de Prague se serait transformé en une telle lutte, aurait amené un conflit dont l'issue ne serait probablement pas différente de celle qu'eut en 1849 le conflit entre les Hongrois et Vienne; d'autre part cependant les conséquences d'un tel soulèvement tchèque, bien qu'écrasé provisoirement, se seraient manifestées d'une façon favorable pour les Tchèques et peut être même pour les Slovaques au cours des années soixante et des années suivantes.

Après l'écrasement de la révolte ce sont au contraire diverses déformations qui vinrent au premier plan, des déformations causées par la situation de catastrophe et d'oppression, alors que les manifestations populaires de l'étatisme tchèque disparurent pratiquement. Il est vrai qu'encore le 26 juin un groupe de députés tchèques formule dans une note spéciale le postulat „que la diète de pays commence ses débats le plutôt possible, au moins au cours des premiers jours du mois de juillet“ et fait remarquer que „le peuple est excité de façon dangereuse par la peur partout répandue qu'il devrait perdre les libertés acquises récemment“, mais déjà le 30 juin dans le cadre d'un „témoignage“ public, en partie les mêmes et en partie d'autres représentants de la vie culturelle tchèque prennent leur distance à l'égard du contenu du soulèvement de Prague, dans la mesure où se contenu aurait eu le caractère d'une lutte pour la libération nationale.

Parmi les députés tchèques qui siègent à la diète impériale prévaut l'opportunisme, masqué insuffisamment par l'austroslavisme. Il ne s'agit pas, certes, en l'occurrence de l'austroslavisme du comte L. Thun, qui représente un austroslavisme féodal et bureaucratique, orienté exclusivement vers Vienne et appuyant le centralisme autrichien, mais d'un austroslavisme relativement démocratique, qui favorise la décentralisation (Prague, Zagreb et autres centres) et qui tient compte des perspectives d'évolution et qui est, en ce qui concerne nos pays, „tchécoslave“, voire même directement tchécoslovaque, mais n'exprime pourtant pas l'étatisme populaire tchèque, dont les résidus forts continuent à exister au sein de la nation. La même chose s'applique à la conception qui s'esquisse notamment au cours des 9 mois qui séparent l'écrasement du soulèvement de Prague de la dissolution de l'Assemblée constituante de Kroměříž et qui pourrait être appelée la conception d'une co-existence tchéco-autrichienne, voire tchécoslovaque-autrichienne.

Cet austroslavisme „à perspectives“ fut en liaison étroite avec l'idée d'une transformation fédérale de l'empire des Habsbourg, conçue comme une réintégration des composantes historiques dont le complexe des Etats avait pris son origine. Comme l'évolution au cours des années soixante le démontra, cela fut une idée qui, au moins en tant que programme minimum, avait pu obtenir l'appui même de la part de l'étatisme populaire tchèque.

Malgré le rapprochement extérieur d'une série de représentants culturels tchèques à la politique „autrichienne“, la tendance oppositionnelle radicale se renforce déjà en automne de l'année 1848 en Bohême,



en Moravie et en Silésie. Une manifestation en fut le Congrès des „Tilleuls slaves“ au mois de décembre. Leurs statuts officiels parlent, certes, presque en même temps de „la défense de l'indépendance de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie, notamment contre la pression du Bund allemand“ et en même temps „des liens fermes entre toutes les nations slaves au sein de l'empire autrichien“, mais le noyau de libération nationale propre à ce mouvement est en dehors de doute.

Un nouveau type de déformation de l'état tchèque apporta la proposition de Palacký du 23—24 janvier 1849, présentée à Kroměříž. L'empire des Habsbourg devait être fédéralisé sur le principe d'unités ethniques dont le nombre devait être de 8 et qui devaient constituer les nouveaux „pays de la Couronne“. Parmi ces unités il y avait aussi une qui devait être formée des régions de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie, habitées par les Tchèques et des régions de la Haute Hongrie, habitées par les Slovaques (la Slovaquie). A ce moment là les hommes politiques officiels tchèques commençaient à comprendre lentement la faute commise par leur entrée sans déclaration de réserves dans une diète constituante „impériale“ et par le fait qu'ils renoncèrent à une diète constituante tchèque, générale ou diète du pays. C'est en vain qu'ils essayèrent de remédier à cette faute aussitôt après la publication de la Constitution autrichienne de mars et cela avec la motivation qui resta en vigueur même ultérieurement, à savoir que même la création de l'Etat autrichien unique en 1849 n'était pas en mesure juridique d'abolir la situation spécifique de l'ensemble de la Couronne de Bohême sur le plan du droit d'Etat.

Une importance beaucoup plus grande revient aux symptômes de mécontentement qui apparurent au sein du peuple tchèque après les événements du commencement du mois de mars de 1849: une nouvelle vague de résistance se leva contre Vienne, mais également contre le comportement des hommes politiques officiels tchèques. Les radicaux gagnaient de nouveau du terrain. Des actions révolutionnaires se préparaient, sur lesquelles nous sommes pour le moment encore insuffisamment renseignés et qui ne poursuivaient pas seulement les buts de libération nationale, mais qui étaient en connexité étroite avec ces buts. Sur le plan idéologique on renouait consciemment avec le soulèvement de Juin à Prague. Le démembrement de l'Autriche et une nouvelle organisation de ses composantes étaient, pour ainsi dire, à l'ordre du jour, bien que dans la situation telle qu'elle existait ces buts étaient en dehors du domaine des réalités.

Toute cette atmosphère en somme anti-autrichienne se maintint même sous le manteau de l'absolutisme de Bach dans une grande partie de la nation tchèque durant les dix années suivantes, pour résurgir ensuite de la clandestinité. L'année 1848 continuait son existence dans les pensées du peuple tchèque et ce sont justement les idées les plus persécutées, parmi elles aussi l'idée de l'indépendance politique tchèque, qui se maintenaient avec la plus grande ténacité.



On vivait dans l'attente d'une grande révolution démocratique européenne qui rendrait possible également le rétablissement de l'Etat tchèque, par ex. sous la forme d'une république progressiste.

Au cours de la décennie 1860—1870 se produit un nouvel essor de l'étacité populaire tchèque sous l'égide de la lutte en faveur du droit historique d'Etat. Le programme axé sur le domaine du droit d'Etat, une fois formulé sur la base de l'évolution au cours de siècles entiers, acquerrait dès le début son poids politique des masses populaires et il exerçait de retour sur ces masses son influence propre au cours des conflits qu'il faisait surgir; il devenait même pour l'avenir l'expression de la tendance générale de toute la nation vers l'indépendance nationale et il s'adapta à la situation telle que celle-ci existait et aux possibilités réelles de l'heure dans des luttes quotidiennes, nationales et de classes.

La nation tchèque qui demandait l'indépendance était séparée des événements des années 1848—49 par 11 ou 12 années d'existence d'un Etat autrichien impérial et unique qui n'existait pas avant 1848 et à part cela — déjà à partir du mois d'avril de 1848 — par l'existence de la „Cisleithanie“, ensemble des pays non hongrois, formée avant cela par Vienne par la constitution d'administration communes tchéco-autrichiennes.

Néanmoins le Diplôme d'octobre donnait même dans cette situation aux Tchèques une raison d'espérer, d'autant plus qu'il existait l'exemple des Hongrois qui ont été „déchus de leurs droits“ du point de vue de Vienne, en conséquence des défaites de leur mouvement en 1849 et furent englobés, de même que les Tchèques, dans un Etat autrichien unique.

Le but du rétablissement de l'Etat tchèque, abandonné en apparence par les hommes politiques tchèques après les événements de la Pentecôte de 1848, réapparut ici pleinement. Au cours des années suivantes l'action des traditions radicales et démocratiques des années 1848—49 acquit une force extraordinaire au sein du mouvement de libération nationale. En connexité étroite avec les activités dans le domaine historique et du droit d'Etat c'est là que déboucha le processus compliqué du renouveau national tchèque, lequel comportait également un aspect économique, de classes et culturel et aboutit à la nouvelle situation créée par l'accomplissement de la transformation démocratique bourgeoise alors que le but du rétablissement de l'indépendance de l'Etat tchèque fut proclamé avec une urgence inaccoutumée.

La bourgeoisie tchèque, guidée par l'exemple de la Hongrie, envisageait la chose comme si au cours des années 1848—49, au cours du néoabsolutisme et finalement même en 1861 (la Constitution de février) rien n'était arrivé et ne pouvait même pas arriver sur le plan du droit. Il s'agissait d'une échappée dans une argumentation juridique qui rendait possible de mener la lutte politique éventuellement même sans les masses, sur un plan imaginé, sans procédés révolutionnaires ou même radicaux, mais avec un risque d'autant plus grand d'échouer, comme cela devint apparent en 1867 pour la première fois et pour la deuxième fois 4 ans plus tard.

Chez une partie de la nation les traditions démocratiques radicales et celles de la révolution bourgeoise conduisaient en attendant à une orientation qui favo-



risait la destruction de l'empire des Habsbourg et une fédéralisation ultérieure des Etats qui auraient ainsi surgi et aurait compris l'Etat tchèque, voire tchécoslovaque.

Cette orientation constituait une constante, et même une dominante de la vie politique tchèque déjà au cours de la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle et elle le resta jusqu'à 1918; il est faux de la substituer ou mélanger, que ce soit avec des buts formulés par les individus ou que ce soit avec des postulats présentés par des groupes ou contenus dans les programmes officiels des partis politiques tels qu'ils commençaient à apparaître au cours de la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle. Un des buts du travail scientifique sera de juger dans quel rapport avec cette constante étaient ces buts, ces postulats et ces programmes, dans quelle mesure ils se rapprochaient d'elle, comment dans les situations politiques données (dans le contexte de la politique intérieure, de même que dans le contexte international) ils l'interprétaient et naturellement la déformaient ou même trahissaient parfois dans leurs manifestations. Pour le moment notre but consiste à vérifier l'existence de cette constante en tant que phénomène historique qui fut jusqu'à présent méconnu par la science, en ce qui concerne la plénitude de sa forme et l'ensemble de sa portée.

Alors qu'à la maison la bourgeoisie tchèque, renouant difficilement avec l'année 1848 et s'efforçant même d'obtenir l'appui de la noblesse réactionnaire, défendait avec hésitations le programme basé sur le droit d'Etat historique de la Couronne de Bohême, au delà des frontières de l'empire des Habsbourg se développait une action qui — en liaison étroite avec les cercles à la maison, sans lesquels la chose ne pouvait être réalisée — avait pour but la destruction de l'Autriche et sur ses débris le rétablissement de l'indépendance tchèque.<sup>4)</sup> Une pléiade de Tchèques orientés contre l'Autriche était alors active en Europe occidentale et en Italie. On peut même dire que presque chaque Tchèque, une fois dépassées les frontières de l'Autriche, commençait à se manifester dans le sens de la lutte de la libération nationale contre l'Autriche, ce qui était en connexion étroite avec le fait que les années soixante et notamment leur début étaient marqués dans toute l'Europe par l'attente soit de la désintégration de l'Etat des Habsbourg, soit de sa transformation substantielle. Le question tchèque fut donc exposée nouvellement pour le public européen (à partir de 1859) notamment grâce à J. V. FRIČ et à sa femme Anne qui prirent la tête d'un mouvement de Tchèques à l'étranger, ramifié en France, en Angleterre, en Italie, en Allemagne et en Suisse et relié naturellement aux milieux tchèques en Autriche. Un écho percutant eut dans les pays tchèques le mensuel „Čech (La voix libre de Bohême)“ que J. V. Frič éditait en 1861 à Genève et qui était rempli d'attaques contre l'Autriche et la Russie tsariste et qui soutenait non seulement la lutte de libération nationale des Tchèques, mais également des Polonais.

La conception des „légions“ (tchèque et slovaque) qui seraient constituées en Italie et seraient composées „de jeunes gens qui se seraient décidés pour la désertion“ et qui jouèrent un rôle important lors de la

<sup>4)</sup> A cet égard notamment V. Žáček dans: Česko-polský sborník věd. prací (Recueil tchéco-polonais de travaux scientifiques), I, 1955, p. 430 et s.; I. PFAFF, Jan Neruda etc., Rozpravy ČSAV, 1963; M. Šesták: Revoluční spolupráce (La coopération révolutionnaire), Rozpravy ČSAV, 1965.



libération du peuple tchèque et slovaque et lors de la destruction de l'empire des Habsbourg, fut élaborée déjà au cours des années 1861–62. Derrière les frontières de l'empire se présentait une possibilité réelle de coopération entre les Tchèques orientés contre l'Autriche avec non seulement les Polonais, les Italiens et les Yougoslaves, mais aussi avec les Hongrois et les Roumains; l'éventualité était prise en considération d'une „séparation des Slovaques de la Hongrie et de leur union avec les Tchèques“. Une analogie de la lutte pour le droit d'Etat tchèque, même avec les deux variantes de la motivation (motivation historique et motivation basée sur le droit naturel) présentait au cours des années soixante la lutte pour le droit d'Etat de la Croatie. Il fut déjà plusieurs fois constaté que les Tchèques considéraient au cours des années 1863–1864 le soulèvement polonais comme leur propre lutte. Les radicaux tchèques, que ce fut à la maison ou à l'étranger, commencèrent de réaliser la participation volontaire au soulèvement polonais et ils préparaient même la constitution d'une légion tchèque.

Il est impossible de séparer artificiellement les activités à l'étranger de J. V. Frič et des autres patriotes tchèques de l'évolution à la maison, dans les pays tchèques. L'un était inséparablement lié à l'autre et ce que les Tchèques manifestaient à l'étranger était l'expression libre et non freinée de ce que désiraient les larges couches populaires dans la patrie et ce qui était impossible d'exprimer librement à elles et à plus forte raison encore à leurs représentants à la maison.

Ces actions constituaient d'une part un écho et le résultat des événements qui se passaient en Autriche et d'autre part elles influençaient à leur tour ces événements, aiguisaient les conflits, aidaient à les faire apparaître et finalement elles pouvaient contribuer à montrer les côtés faibles des événements en question.

Un des côtés faibles était le manque d'une direction révolutionnaire à la maison. En Bohême bientôt des voix surgirent qui s'élevèrent contre le fait que la lutte contre l'Autriche était conduite de la même manière que la lutte contre le régime tzariste en Russie. On argumentait de nouveau avec les prétendues mauvaises expériences faites avec le radicalisme en 1848. Des doutes surgissaient au sujet de la possibilité d'une existence politique indépendante de l'Etat tchèque sur le plan international, compte tenu du danger allemand d'une part et du danger provenant de la Russie tzariste d'autre part. Et notamment — et cela ne se disait pas si ouvertement — il existait naturellement une crainte devant une radicalisation sociale des masses qui irait parallèlement avec la radicalisation dans le domaine de la libération nationale.

Malgré toute une série des faits indiscutables (dont le nombre augmentera probablement encore avec le temps), témoignant des forts courants révolutionnaires dans le mouvement de libération nationale tchèque au cours des années soixante, il faut, je pense, évaluer la situation globale d'une façon sobre.

A la situation réelle correspondait en somme le memorandum des 66



députés de la diète tchèque du 11 juillet 1865, remis un mois plus tard par l'empereur „ad acta“. Il demandait „pour notre nation tchécoslave“ le rétablissement de l'Etat historique de la Couronne de Bohême avec la Chancellerie de Bohême et les Etats généraux et dans ce sens une transformation fédérale de l'empire, au sein duquel l'Etat tchèque serait placé au pied d'égalité avec l'Etat hongrois, voire avec l'Etat réunissant la Croatie, la Slovénie et la Dalmatie.

Un facteur qui gagnait en importance dans cette connexité justement au cours des années soixante était la peur de l'isolement de la nation tchèque en Europe centrale, une peur qui pénétrait instinctivement dans les couches populaires les plus vastes et qui était identique avec la crainte d'autres pays également que suscitait l'Allemagne en voie d'unification. C'est déjà plusieurs fois que l'attention fut attirée vers ces motifs „anti-allemands“ de la politique officielle tchèque lors de la solution du problème tchèque. En ce qui concerne les larges masses du peuple tchèque, cette chose devint bien manifeste au cours de l'année de la crise de 1866, lorsque J. V. Frič prit la décision de s'orienter vers Berlin et de nouveau en 1871 lorsque des signes devinrent apparents que la population allemande de la Bohême et de la Moravie tendait vers „l'empire“, vers „la mère Germanie“ etc.

Certains nouveaux phénomènes se produisirent au sein du mouvement de libération nationale tchèque au cours des années 1867—1871 lorsque — suscitée par le compromis austro-hongrois — arriva une puissante vague de radicalisme dans le domaine du droit d'Etat, englobant la nation toute entière, de radicalisme légalisé déjà toutefois en partie par les droits civiques généraux, ancrés dans la Constitution de décembre 1867 et par les lois sur le droit de coalition et de réunion, qui précédaient étroitement les lois constitutionnelles. Il faut souligner dans cette connexité les rassemblements de la population, parfois petits, parfois grands et parfois même impressionnants, qui commencèrent le 10 mai 1868 par le rassemblement mémorable sur les flancs de la montagne Říp et qui se répandaient comme une lavine non seulement en Bohême mais aussi en Moravie et en Silésie, dans toutes les régions habitées par le peuple tchèque et cela nonobstant le fait que les autorités interdisaient ces manifestations.<sup>5)</sup> De ce milieu prirent leur origine au mois d'août 1868 les deux Déclarations, à savoir celle des députés du bloc bourgeois de la diète de Bohême (22 août) et de certains membres de la diète morave (25 août) comme expression officielle de la plus radicale des tendances tchèques de libération nationale.

L'importance des Déclarations fut énorme et ne fut pas appréciée à sa juste valeur dans la littérature plus récente. Elle mériterait certainement une analyse monographique spéciale. Après les Déclarations étaient orga-

<sup>5)</sup> Voir à présent J. Purš: Táborý etc., dans: Čs. čas. hist., VI, 1958; en ce qui concerne la littérature ancienne, J. Arbes: Pláč koruny České (Les pleurs de la Couronne de Bohême), 2<sup>ème</sup> ed. 1894, p. 126—418.



nisés des rassemblements du peuple, lors desquels se produisaient des conflits avec la police, avec les autorités et avec l'armée; ces conflits avaient nettement le caractère de révoltes contre le gouvernement, la dynastie, l'empire et en partie aussi contre les Allemands. Les rapports secrets destinés pour le gouvernement parlaient de préparatifs pour une révolution, c'est à dire pour une révolution essentiellement nationale.

Les conquêtes du mouvement tchèque à l'égard de Vienne, telles qu'elles furent finalement incorporées dans les „arrangements“ (articles fondamentaux) de 1871 ne correspondaient naturellement pas — et de loin — à ce que la nation attendait après les actions prises au cours des quatre années révolues. Cela était probablement aussi une des principales causes du phénomène apparemment surprenant qu'après l'échec des pourparlers officiels à la fin du mois d'octobre de 1871 il n'y eut pas de manifestations extrêmes du mécontentement des masses. Le gouffre existant entre le peuple tchèque et sa conception de la lutte de libération nationale d'une part et l'utilisation politique officielle de cette lutte par les éléments bourgeois et les grands propriétaires terriens d'autre part et que nous avons constaté déjà dans d'autres situations, atteignit ici ses dimensions maximum.

Le legs politique des démocrates révolutionnaires tchèques envahit cependant aussi des sphères encore plus immédiatement proches des masses populaires que ne l'est le domaine de la culture. Il continuait à vivre, à durer et à agir dans sa composante qui avait pour contenu la libération nationale d'une part dans le mouvement ouvrier, où il s'unit au programme social et d'autre part — notamment dans les années quatre-vingt-dix — dans un nouveau mouvement de la jeunesse, notamment estudiantine. Il a laissé une nette trace aussi dans le mouvement des Sokol. Là toutefois, déformé de diverses manières et voilé, il devint en grande partie serviteur de la bourgeoisie tchèque sous l'influence de laquelle et parfois même sous la direction de laquelle commençait à tomber non seulement le mouvement des Sokol, mais finalement la jeunesse (les étudiants).

Une série de documents existe prouvant que même le mouvement ouvrier naissant, sur la structure idéologique duquel dans le milieu riche en conflits de l'empire des Habsbourg le dernier mot ne fut pas encore, comme il semble, dit<sup>6)</sup> était profondément pénétré par les tendances en faveur de la libération nationale. La littérature marxiste traditionnelle envisageait cette chose comme un obstacle nationaliste bourgeois à l'unification du prolétariat dans un ensemble multinational et ceux des représentants du mouvement ouvrier tchèque qui défendaient dans les années soixante en même temps la ligne de libération nationale étaient désignés sommairement comme agents de la bourgeoisie, voulant séduire le mouvement ouvrier sur des fausses routes.

Il faut comprendre que même le mouvement ouvrier constituait dans ses débuts une composante importante de la lutte pour la libération nationale.

La critique ouvrière de la doctrine du droit d'Etat bourgeois, qui commença au cours des années soixante-dix, n'était pas en fait dirigée tellement contre le programme de l'indépendance tchèque en tant que tel, mais plutôt contre l'abus des devises de la lutte en faveur du droit d'Etat dans le but d'une part d'émousser le tranchant de la lutte de classes de la classe ouvrière et d'autre part de préparer

<sup>6)</sup> Comp. à présent Zd. Šolle: *Internacionála a Rakousko* (L'Internationale et l'Autriche), 1966; le même auteur dans: *Historica XIII*, Praha 1966, p. 217—225.



le terrain pour un Etat tchèque bourgeois, tel qu'il devint une réalité après la constitution de la République tchécoslovaque.

Un mérite historique du mouvement politique embrassant la nation toute entière au cours de la période entre les arrangements austro-hongrois et l'échec des dits „articles fondamentaux“ reste le fait que le but de l'indépendance de l'Etat tchèque pénétra profondément et durablement dans la conscience des masses dans tous les trois pays de la Couronne de Bohême et influença même par l'intermédiaire de la génération suivante profondément l'évolution future, notamment en ce qui concernait la préparation de la révolution nationale et démocratique au cours des années de la première guerre mondiale, où l'étacité tchèque devint l'étacité tchécoslovaque.

Parmi les documents officiels, la meilleure manifestation après les Déclarations de 1868 resta en fait le „Pro memoria“ généreux et progressiste des députés tchèques du 8 décembre 1870 qui mettait l'accent sur le „droit d'autodétermination libre des nations“ et contenait notamment aussi des aperçus poignants relatifs aux problèmes de la politique internationale tchèque naissante.

Parmi les documents non officiels citons au moins la brochure de K. MATTUŠ, *Několik myšlenek o českém státu* (Quelques idées relatives à l'Etat tchèque) qui part, certes, de l'existence de fait de l'„empire“ en tant que système d'Etats, mais où est également examinée la possibilité que „la nation tchèque soit définitivement détournée... de l'empire“. Logiquement apparaît ici même l'idée d'„abandonner la fédération“ des Etats, constituant jusqu'ici l'empire des Habsbourg et de renouveler pour la nation tchèque un Etat absolument indépendant, au sujet de la communauté duquel avec d'autres Etats il serait pour le moment prématuré de réfléchir. La brochure de Mattuš constituait déjà directement un essai portant sur les „idées de base de la Constitution“ de l'Etat tchèque futur, dont l'auteur était persuadé qu'il serait rétabli dans un avenir proche. Le chapitre sur la constitution de l'Etat tchèque commence, ce qui est bien caractéristique, de la façon suivante:

*„L'Etat tchèque est composé de trois pays, de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie, dont chacun jouit, suivant l'évolution historique, d'une vaste autonomie.“*

Cela est très caractéristique pour la période dans laquelle entra le mouvement de libération nationale tchèque.

\*

La méthode que nous venons justement d'esquisser et que nous avons essayé d'appliquer pour le moment à la période allant jusqu'à 1871 dans les deux études citées et publiées dans les „Právněhistorické studie“, doit être appliquée aussi aux 47 ans qui restent de la lutte de libération nationale tchèque au sein de l'empire des Habsbourg. Le conflit entre ce que nous avons appelé „l'étacité populaire“ et la façon dont agissaient



les hommes politiques tchèques officiels continue, s'approfondit de temps en temps de façon extraordinaire et se manifeste presque jusqu'aux derniers moments de la première guerre mondiale. A la différence des années passées il n'y eut pendant cette période, jusqu'à 1917, aucun moment où une déclaration officielle d'un parti important ou d'un groupe important quelconque se serait approchée d'une façon quelque peu substantielle du processus intérieur de libération nationale qui continuait d'être une constante cachée et, au cours des diverses périodes, même la dominante de l'histoire tchèque.

Pour ce qui est des années soixante-dix il est possible d'attirer dans ce cas l'attention sur le revirement au cours des années 1878 et 1879, lorsque la direction de la politique tchèque prit la décision en faveur des „méthodes actives“ et cela d'abord à la diète du pays et ensuite aussi à la diète impériale à Vienne. Compte tenu de la façon dont le mouvement national se manifestait encore il y a à peine dix ans et de sa marche au cours de la période suivante, il est à peine possible de douter que les „Réserves dans le domaine du droit d'Etat“ qui accompagnaient ce revirement, n'étaient considérées par la nation que comme une manoeuvre tactique de la part des politiciens, qui ne reflétait pas du tout l'essence même de l'étacité tchèque, d'autant plus que la position traditionnelle déjà des masses populaires fut renforcée de la part du parti national conservateur tchèque par l'autocritique bien connue de Palacký de 1874 et de la part du parti national moderniste tchèque par l'appui donné au „droit naturel“ de la nation à avoir sa vie d'Etat propre, comme le formula en 1876 E. Grégr.

Les Réserves des députés tchèques dans le domaine du droit d'Etat, qui furent lues le 9 octobre 1879 à la réunion de la Chambre des députés à Vienne (avec la date du 23 septembre) étaient très faibles et comptent nettement parmi les actes officiels de la politique tchèque qui ne témoignent que de loin des tendances en faveur de la libération nationale. Sauf la mention portant sur la „Couronne tchèque“, qui était certainement importante, il s'agissait dans ce cas sur le plan idéologique même d'un pas en arrière en comparaison avec la protestation que les députés tchèques avaient soumis une année auparavant (le 24 septembre 1878) lors de leur entrée à la diète du pays de Bohême. Là le postulat d'une „autonomie de ce royaume“ s'appuyait expressément sur le „droit naturel et historique d'autodétermination“, ce qui manqua dans les „réserves“ de 1879.

D'autre part nous ne pouvons plus nous contenter aujourd'hui de désigner ces réserves, de même que les autres protestations pendant la période allant de 1878—79 jusqu'à la première guerre mondiale, comme une „démonstration vide de sens“ ou même comme une „comédie“ (voir Přehled českých dějin [L'aperçu de l'histoire tchécoslovaque], II—1, 1960, page 601). Ces choses avaient tout de même un sens politique et juridique. Cela est confirmé également par le fait que l'on admet en même temps que les réserves dans le domaine du droit d'Etat furent faites „afin de



satisfaire les couches populaires tchèques", ce qui constitue certes en soi une motivation suffisante de ces actes. Il est bien difficile en effet de réfuter l'opinion que les „sentences juridiques sur le droit d'Etat" manquaient de sincérité et étaient entachées de mensonges de la part de la bourgeoisie tchèque; nous ne pourrions point esquiver d'autre part la question de savoir à qui ces „sentences" étaient destinées et pourquoi les hommes politiques officiels étaient obligés d'y avoir recours. Est-ce que le fait que les masses des électeurs exigeaient de leurs députés au moins ce minimum et qu'elles le défendaient de tout coeur, avec toute leur persuasion intérieure, ne signifie qu'au moins ainsi, provisoirement et compte tenu de la situation, sont assurés les buts de la libération nationale? De tout ce que nous connaissons au sujet de la période d'après 1871 dans notre pays il résulte que dans les milieux tchèques la notion du „droit d'Etat" devint dans les couches populaires les plus vastes l'analogie de la „Home rule" que était alors sur une île lointaine de l'Europe occidentale l'enjeu d'une lutte contre la domination britannique.

Vers la fin des années quatre-vingt la vague d'indignation nationale face à la politique du gouvernement, qui menaçait l'enseignement secondaire tchèque (1887) — (il y avait encore d'autres incitations cependant), montre le mieux comment la direction officielle du parti national conservateur a perdu le contact avec la nation. Une manifestation, certes voilée, des traditions populaires de l'étacité tchèque, très claire pourtant pour tous les contemporains, de même que pour tout observateur actuel, devint le mouvement suscité par la déclaration faite par le prince Karl von Schwarzenberg à la diète tchèque (le 25 novembre 1889), que les hussites étaient „une bande de voleurs et d'incendiaires, des communistes du 15<sup>ème</sup> siècle". Il s'agissait à l'époque d'honorer à Prague par une plaque commémorative la mémoire de Jean Huss et la réaction vraiment populaire contre la déclaration du prince fut en vérité stupéfiante. Il s'agissait là de beaucoup plus que de Huss et des hussites, de même que lors des élections à la diète du pays au cours de cette même année, lorsque les électeurs ont abandonné le parti national conservateur trop „pro-gouvernemental" où lors de la résistance de toute la nation contre les accords de Vienne appelés „ponctations" de 1890, où surgit la menace que le cadre historique de l'Etat tchèque serait détruit par l'application de la division ethnique.

L'offensive du parti national moderniste (les „Jeunes-Tchèques"), conduite sous le mot d'ordre de la lutte contre le gouvernement, auquel on reprochait „une avance constante des efforts de centralisation, avec le but de liquider l'individualité historique et politique du Royaume de Bohême et de son indépendance séculaire" connut un plein succès. Les „Jeunes-Tchèques" firent lors des élections pour la diète du pays en 1889 la campagne électorale expressément au nom de la lutte pour „l'indépendance de l'Etat tchèque dans les limites de l'empire autrichien". Logiquement et juridiquement il s'agissait d'une formulation qui comportait des contradictions intérieures („indépendance" allait difficilement de pair avec „limites"), mais qui convenait justement à cause de cela. Les électeurs comprenaient que dans les circonstances données cela était l'unique moyen comment légaliser le programme de la lutte pour la libération nationale et d'autre part cela faisait le programme acceptable même pour les éléments timides ou conservateurs.

Bientôt après, la fermentation politique éclata en des manifestations orageuses de la jeunesse ouvrière et estudiantine dans les rues de Prague, au cours desquelles les manifestants appuyaient les revendications dans les domaines national, démocratique et social. Il s'agissait de manifesta-



tions dirigées nettement contre l'Autriche, contre le cléricalisme, contre la suprématie de la minorité allemande, contre l'exploitation des ouvriers, contre l'opportunisme „sage“ dans la politique tchèque officielle, contre la bureaucratie, contre les règlements électoraux insoutenables, contre l'oppression sociale et nationale et cela d'une façon définitivement hostile à la dynastie des Habsbourg, comme si celle-ci personifiait directement l'état des choses et ses racines historiques.<sup>7)</sup> En conséquence de tout cela le gouvernement déclara le 12 septembre 1893 à Prague et dans les districts de Vinohrady, de Karlín et de Smíchov l'état d'urgence, lequel dura presque deux ans.

Il est impossible aujourd'hui de ne pas voir dans les événements de 1893 et notamment dans le mouvement de la „Omladina“ une nette tendance à la libération nationale, à la destruction de l'Autriche et au rétablissement de l'Etat tchèque; cette lutte était en même temps appuyée par une nouvelle vague de littérature relative au droit d'Etat. Parmi les faits auxquels la récente littérature historique attira l'attention figure la manifestation populaire qui eut lieu à Říčany le 25 juin 1893 et où l'on parlait ouvertement de l'Etat tchèque, en conséquence de quoi l'assemblée fut dissoute par la police. Dans les archives de la police de Prague se trouve même un témoignage qu'au mois d'août 1893 il y eut une nouvelle discussion publique sur la „république tchèque“ future.

La lutte pour la libération nationale dans les pays tchèques fut à cette époque suivie déjà par les Tchèques résidant aux Etats Unis d'Amérique, qui avaient notamment leur „Comité national“, une organisation qui renouait par son nom avec les traditions de 1848.

Un nouvel état d'urgence fut proclamé le 2 décembre 1897 à Prague et dans les districts judiciaires adjacents en connexité avec des nouvelles manifestations anti-autrichiennes et anti-allemandes dans les rues de Prague, dont les motifs étaient également plus larges, notamment sociaux et nationaux. La question tchèque commençait de nouveau attirer l'intérêt international.<sup>8)</sup>

Tout semble indiquer qu'également au sein de la classe ouvrière tchèque le courant de fond de la lutte de libération nationale continuait à agir, bien que les députés sociaux-démocrates tchèques au parlement de Vienne aient fait le 30 mars 1897 une déclaration „contre le droit d'Etat“. Cet acte visait d'ailleurs seulement la forme de la lutte de libération nationale telle qu'elle était pratiquée par la bourgeoisie tchèque et non pas la lutte de libération nationale elle-même. Même la conclusion de ce document en témoigne, où il est dit:

<sup>7)</sup> A cet égard notamment J. Havránek dans: Acta Univ. Car., Hist. Univ. Car. Prag, 1961 et le même auteur: Boj za všeobecné etc. hlasovací právo (La lutte pour le droit de vote général etc.), Rozpravy CSAV, 1964; Fr. Červinka: Boje a směry (Les luttes et les orientations), 1962; le même auteur, Český nacionalismus (Le nationalisme tchèque), 1965 — cet ouvrage se réfère également à une série d'autres questions soulevées dans ce rapport.

<sup>8)</sup> Comp. J. Kořalka: Všeněmecký svaz (Le Bund panallemand), 1963, p. 48—50.



*„La libération également de notre nation du joug politique déshonorant, de l'asservissement social et de l'oppression nationale ne peut se faire que par la victoire du socialisme ...“*

On peut dire en somme qu'aux confins du 19<sup>ème</sup> et du 20<sup>ème</sup> siècle et sous le manteau légal de la doctrine traditionnelle sur le droit d'Etat, qui devint une réelle doctrine politique spécifiquement tchèque, se développa, comme sous une couverture protectrice, le mouvement de libération nationale du type moderne, avec une quantité de couleurs et de teintes à son intérieur, parmi lesquelles ne manquait même pas le ton d'un impérialisme moderne tchèque. De temps en temps ce mouvement trouva son expression dans des regroupements politiques d'un caractère très peu officiel et même au contraire de caractère marginal, en luttant dans des milliers de cas concrets et pratiques, qu'apportait la vie quotidienne en Autriche, de plus en plus riche en conflits intérieurs et — lorsque nous avons en vue aussi l'évolution de la Slovaquie — dans tout l'empire austro-hongrois.

Cette manière intérieure de penser, foncièrement anti-autrichienne et cette tendance favorable au rétablissement d'un Etat national propre, se développent chez les Tchèques dans des conditions où un conflit ouvert semble indésirable et où l'on attend le moment favorable afin que ce qui est en fait la pensée univoque puisse se manifester également de façon publique sans danger majeur. Dans la sphère de la vie publique, notamment dans la presse quotidienne et dans les magazines, dans les publications courantes, dans les déclarations faites au sein des fors autonomes, dans les diètes des pays et au parlement de Vienne, la situation faisait que la résistance contre l'Autriche et les tendances favorables à la constitution d'un Etat tchèque indépendant, voire d'un Etat tchécoslovaque, se manifestaient sous des formes de compromis, par des projets de solution passagères, provisoires, suivant un système de buts partiels progressivement atteints et dont le but final pouvait tout de même être à la fin l'accès à l'indépendance nationale totale. De là vient la force vitale des divers plans de fédéralisation ou d'organisation nouvelle de l'empire des Habsbourg, dont il est néanmoins impossible — dans la mesure où avant la première guerre mondiale ils étaient à un certain moment donné acceptés par des autorités plus ou moins importantes parmi les représentants tchèques — de tirer des conclusions d'ordre général sur la manière pro-autrichienne de penser de leurs auteurs et d'autant moins de conclure que ces derniers se seraient opposés à l'idée du rétablissement de l'Etat tchèque et à l'idée de l'indépendance nationale tchèque, voire tchécoslovaque. Cela est vrai notamment aussi du parti social-démocrate tchèque.

Il s'agit là d'une situation très particulière, mais point unique. Elle apparaît dans tous les régimes où l'oppression ne permet pas de poser ouvertement les postulats maximum et où ceux qui sont frappés par l'oppression n'ont pas d'autre moyen que de présenter des postulats de compromis, à caractère provisoire. A une contradiction analogue devaient



faire face également ceux qui, en tant que socialistes conscients de classes, devaient prendre la décision s'il était nécessaire de donner la priorité à la révolution sociale dans l'ensemble étatique des Habsbourg devant la révolution nationale et dans quelle mesure peut être l'une ne pouvait pas se faire sans l'autre.

Il existait là une contradiction entre les désirs, les aspirations et les buts d'une nation non indépendante, poussée par l'évolution moderne et les traditions historiques vers la conquête de l'indépendance d'Etat et de la justice sociale et les déclarations de ses représentants officiels qui agissaient au sein du système de la démocratie bourgeoise proclamée, mais en même temps dans les conditions d'une oppression politique qui ne permettait pas d'une part une expression adéquate et légale de ces aspirations et de ces buts et qui conduisait d'autre part dans la pratique quotidienne couramment à des formules entachées de compromis et parfois même de désaveu.

La contradiction, si souvent constatée par nous déjà, entre la nation et sa direction politique officielle devint très manifeste en 1912, lorsque le public tchèque soutenait sous les formes les plus diverses la lutte du Monténégro, de la Serbie et de la Bulgarie contre la Turquie, alors que les politiciens tchèques à Vienne votaient pour les projets de lois dont le but était de préparer l'empire pour une intervention dans les Balkans. L'enthousiasme pour la lutte de libération nationale dans les Balkans se transformait alors logiquement en des manifestations contre l'empire autrichien et contre la dynastie, comme cela dut être constaté à l'époque couramment par les sources officielles.<sup>9)</sup>

La découverte, au mois de mars de 1914, du fait que dr. K. Šviha, député au parlement de Vienne et président du groupe des députés du parti national-socialiste, rendait à la police des services de renseignement, démontra l'unité politique et morale étonnante de tout le public tchèque à l'égard de ce „crime contre la nation toute entière“ comme l'appella alors B. Šmeral. La littérature historique récente (J. Beránek, J. Pichlík, L. Otáhalová etc.) vérifie de nouveau l'attitude spontanée anti-autrichienne du peuple tchèque, l'attitude favorable des masses à l'égard de la lutte de libération nationale dans les connexités de la première guerre mondiale et cela dès le début de la guerre. Le mouvement national croît irrésistiblement sans égard à la direction officielle et en somme également indépendamment des activités organisées par les partis politiques etc. La contradiction entre l'attitude du peuple tchèque, y compris les intellectuels patriotes — et notamment les représentants de la science et de la culture — d'une part et la direction des partis politiques tchèques et des organisations bourgeoises tchèques qui profitaient économiquement de la guerre d'autre part, devint encore plus accentuée au cours des années 1915—1916, lorsque le gouvernement autrichien com-

<sup>9)</sup> M. Paulová: *Balkánské války etc.* (Les guerres des Balkans etc.), Rozpravy ČSAV, 1963.



mença à forcer les représentants politiques tchèques qui n'étaient pas en prison de faire des déclarations en faveur de l'Autriche. Au printemps de 1917 les changements intérieurs dans l'empire des Habsbourg, l'écho de la révolution démocratique bourgeoise en Russie, l'évolution de la guerre et apparemment aussi des connexités relatives à la résistance commune tchécoslovaque à l'étranger amenèrent dans les pays tchèques une cristallisation presque absurde de cette contradiction déjà traditionnelle.

Au nom de la nation — déjà „tchécoslovaque“ — les intellectuels tchèques (les „écrivains“) s'adressèrent par une lettre commune (un „manifeste“) aux „députés tchèques au Parlement impérial“, afin d'inciter ceux-ci à une prise de position politique ferme au parlement de Vienne, lequel était convoqué pour le 30 mai. Ils ne formulaient pas des postulats concrets (c'est pourquoi aussi l'appel passa la censure), mais dans le contexte de l'évolution centenaire il était clair à chacun ce que „la nation exige“ et quel est le programme que les députés doivent „développer devant le for de l'Europe toute entière et le défendre ensuite jusqu'au bout...“, exiger qu'il soit rempli sans réserves, car le peuple tchèque ne l'abandonna jamais, des coeurs tchécoslovaques jamais la foi ne disparut qu'il serait glorieusement réalisé dans l'avenir“. „Si vous n'êtes pas en mesure de donner satisfaction à tout ce que la nation exige de vous et ce qu'elle vous impose, renoncez plutôt à vos mandats...“ voilà les mots qui figurent à la fin de ce document remarquable qui joua, en tant qu'essai, d'ailleurs couronné de succès, à faire disparaître le gouffre traditionnel dont il était question, un rôle extraordinairement important et absolument positif au moment historique donné.

Il est inutile de rappeler dans cette connexité le cours des événements ultérieurs. Il s'agit de dates qui seront rappelées toujours de nouveau à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'année 1918. Soulignons seulement que le 28 octobre, qui devint pour beaucoup d'entre nous un moment inoubliable de notre vie, que ce soit à Prague ou ailleurs, fut en fin de compte le fruit d'une „interprétation populaire“ de la situation créée par deux actes internationaux (la note de Wilson du 18 octobre et son acceptation par Andrassy le 27 octobre) d'une interprétation qu'il s'agissait d'une capitulation inconditionnelle de l'empire austro-hongrois qui demandait dans les régions tchèques et slovaques nécessairement une prise de pouvoir par le peuple tchécoslovaque dans le sens de tout ce qui avait été proclamé à la maison et à l'étranger au cours des années récentes de même qu'au cours des décennies longtemps révolues comme le but suprême („le rêve de tout temps“) de l'évolution nationale.<sup>10)</sup>

<sup>10)</sup> Une présentation précieuse du complexe de problèmes en question contient l'ouvrage de K. Pomajzl: Vznik ČSR 1918 (L'origine de la République tchécoslovaque en 1918), Praha 1965, notamment les pages 11, 19, 51–53.